

AFAR TIMES

La revue du Monde Afar



Un Afar à la tête de la COMMISSION DE L'UA

Mahmoud Ali Youssouf, un Afar à la tête de la Commission de l'Union Africaine : Entre espoir et instrumentalisation

Le 18 février 2025, Mahmoud Ali Youssouf, ancien ministre des Affaires étrangères de Djibouti, a été élu président de la Commission de l'Union Africaine (UA) avec 33 voix, marquant un tournant important pour la diplomatie africaine et la région de la Corne de l'Afrique. Son ascension à ce poste témoigne de sa longue carrière diplomatique et son agenda impressionnant, de son expertise dans la résolution des conflits et la coopération régionale. Toutefois, cette élection soulève des interrogations quant à son indépendance politique et à l'influence de Djibouti sur ses décisions.

En tant que membre de l'ethnie Afar, Mahmoud Ali Youssouf incarne un rôle ambigu. D'un côté, il représente un espoir pour une meilleure représentation des peuples de la Corne de l'Afrique, notamment des Afars, communauté historiquement marginalisée, décimée et étalée entre Djibouti, l'Éthiopie et l'Érythrée. De l'autre, son élection peut être perçue comme une manœuvre stratégique du régime djiboutien, qui instrumentalise son appartenance ethnique pour masquer les tensions internes, notamment les persécutions contre les Afars.

L'Union Africaine : Entre Gouvernance Continentale et Héritage Colonial

L'Union africaine (UA) est l'organisation qui incarne l'unité politique et économique du continent africain. Depuis sa création en 2002, elle s'efforce de promouvoir la paix, le développement et l'intégration des États membres. Cependant, malgré ces ambitions, l'UA est souvent critiquée pour son incapacité à s'émanciper des structures héritées de la colonisation et de l'impérialisme.



Le Fonctionnement de la Commission de l'Union Africaine

La Commission de l'Union africaine (CUA) est l'organe exécutif de l'UA. Son rôle principal est d'assurer la mise en œuvre des décisions prises par les chefs d'État et de gouvernement de l'organisation. Basée à Addis-Abeba, en Éthiopie, elle est dirigée par un président, un vice-président et huit commissaires responsables de différents secteurs tels que la paix et la sécurité, l'agriculture, le commerce et l'innovation.

Son fonctionnement repose sur un modèle institutionnel inspiré des organisations internationales telles que l'Union européenne et l'ONU. Elle élabore des politiques, coordonne des actions régionales et gère les relations diplomatiques avec d'autres institutions mondiales. Cependant, bien que cette structure semble adaptée à la gouvernance moderne, elle soulève des interrogations quant à son efficacité et son indépendance.

Une Institution perçue comme un Héritage Colonial et Impérialiste

L'Union africaine, bien que se voulant une force d'unité et de souveraineté pour le continent, est critiquée pour plusieurs raisons qui rappellent les influences coloniales et impérialistes persistantes.

Une continuité avec l'OUA et le maintien des frontières coloniales L'UA est née en 2002 de la transformation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), fondée en 1963. Cette dernière avait pour principal objectif de préserver les frontières héritées de la colonisation, évitant ainsi des conflits territoriaux mais empêchant également une recomposition plus naturelle des nations africaines.

Un modèle institutionnel inspiré de l'Occident L'organisation et le fonctionnement de l'UA s'inspirent fortement des institutions européennes, ce qui amène certains à considérer qu'elle est une simple copie de modèles étrangers, peu adaptés aux réalités africaines. Cette approche empêche la mise en place d'un véritable système de gouvernance endogène, conçu selon les besoins spécifiques du continent.

Mahmoud Ali Youssouf, un Afar à la tête de la Commission de l'Union Africaine : Entre espoir et instrumentalisation

Une dépendance aux financements étrangers

L'un des points les plus critiqués est le fait que **près de 60% du budget de l'UA provient de partenaires extérieurs** tels que l'Union européenne, la Chine ou des institutions onusiennes. Cette dépendance financière limite son autonomie et l'expose à des influences externes qui peuvent orienter ses décisions en fonction des intérêts des bailleurs de fonds.

Un manque d'efficacité dans la gestion des crises africaines

Malgré son rôle supposé de garant de la paix et de la stabilité, l'UA a souvent été critiquée pour son inaction face à des crises majeures, comme la guerre civile en Libye en 2011 ou les récents conflits au Soudan. Cette incapacité à résoudre efficacement les conflits africains renforce l'idée que l'organisation est davantage au service des élites politiques que des peuples africains.

L'absence d'un véritable panafricanisme

Contrairement à la vision panafricaniste prônée par des figures historiques comme Kwame Nkrumah ou Thomas Sankara, l'UA fonctionne davantage comme une organisation intergouvernementale que comme une véritable union politique et économique. Les divergences entre États, la faiblesse des politiques communes et l'absence d'une monnaie unique illustrent cette difficulté à dépasser les schémas hérités du colonialisme.

L'Élection du Président de la Commission : Une Infiltration France-Afrique ?

L'élection d'un président de la Commission de l'Union africaine issu de la République de Djibouti suscite de nombreuses interrogations et critiques. Certains observateurs y voient une nouvelle manifestation de l'influence persistante de la France en Afrique, perpétuant ainsi le système de la Françafrique.

Djibouti : Un bastion stratégique pour la France

Djibouti abrite l'une des plus grandes bases militaires françaises à l'étranger, ce qui en fait un point d'ancrage stratégique pour Paris dans la région de la Corne de l'Afrique. L'élection d'un Djiboutien à la tête de la Commission de l'UA est perçue par certains comme une opportunité pour la France d'exercer une influence indirecte sur les décisions de l'organisation.

Un processus électoral opaque et politisé

L'élection du président de la Commission de l'UA a souvent été critiquée pour son manque de transparence et pour les jeux d'alliances entre États influencés par des intérêts étrangers. La candidature d'un dirigeant proche des réseaux diplomatiques français alimente les soupçons de manipulation et de lobbying en coulisses.

Un risque pour l'indépendance de l'UA

Si la Commission est dirigée par un représentant d'un pays fortement lié à la France, cela pourrait compromettre l'indépendance de l'organisation en matière de politique étrangère et de coopération économique. L'Union africaine, censée défendre les intérêts des États membres de manière autonome, pourrait ainsi être orientée vers des décisions favorisant des puissances extérieures.

La réaction des autres États africains

Plusieurs dirigeants africains, notamment ceux prônant un panafricanisme affirmé, pourraient voir cette élection comme une tentative d'ingérence étrangère. Des pays qui militent pour une rupture avec les anciennes puissances coloniales, pourraient exprimer leur mécontentement face à une telle nomination.

Un signal fort de l'alliance Djibouto-Française

Un élément marquant dans cette dynamique est la récente décoration d'Emmanuel Macron par le président djiboutien. Cet acte symbolique est perçu comme une démonstration claire de l'alignement stratégique entre Djibouti et la France. Il envoie un message fort sur la continuité des relations bilatérales et leur influence potentielle au sein de l'Union africaine. Cette alliance renforce les suspicions quant à l'indépendance de l'UA et à l'influence persistante des anciennes puissances coloniales sur la politique africaine.



Mahmoud Ali Youssouf, un Afar à la tête de la Commission de l'Union Africaine : Entre espoir et instrumentalisation

Une Institution à Réinventer ?

L'Union africaine représente à la fois un espoir et une déception pour de nombreux Africains. Son rôle dans la coordination des politiques continentales est essentiel, mais son fonctionnement actuel la rend trop dépendante d'acteurs extérieurs et trop proche des modèles occidentaux pour véritablement incarner une rupture avec le passé colonial. Si elle souhaite s'affirmer comme un moteur de développement et d'unité pour l'Afrique, l'UA devra renforcer son indépendance financière, réformer ses institutions et adopter des politiques plus ambitieuses et adaptées aux réalités du continent.

Mahmoud Ali Youssouf fait face à de nombreux défis. Il devra gérer des crises majeures comme le conflit dans l'est de la RDC, où il devra arbitrer entre le Rwanda et la souveraineté congolaise, ainsi que la question du Sahara Occidental, un dossier délicat compte tenu des positions pro-marocaines de Djibouti. Par ailleurs, son rôle dans la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) sera déterminant pour l'avenir économique du continent.

La question centrale reste de savoir s'il saura s'émanciper des pressions Djibouto-Français et adopter une approche véritablement panafricaine. Son appartenance à la communauté Afar, loin d'être un atout en soi, risque d'être exploitée pour servir les intérêts des impérialistes, plutôt que ceux de l'Afrique dans son ensemble.



■ L'ambition d'Addis-Abeba : l'épineuse quête d'un accès à la mer Rouge

L'Éthiopie, puissance régionale de la Corne de l'Afrique et deuxième pays le plus peuplé du continent, continue de poursuivre son ambition d'accéder à la mer Rouge. Depuis la perte du port d'Assab en 1998, suite à la guerre avec l'Érythrée, Addis-Abeba s'est retrouvée enclavée, dépendante du port de Djibouti pour son commerce maritime. Une situation que le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed cherche à changer, au risque d'alimenter de nouvelles tensions régionales.

L'accord avorté avec le Somaliland

Début 2024, l'Éthiopie et le Somaliland avaient conclu un accord qui aurait permis à Addis-Abeba de louer un accès maritime sur le golfe d'Aden en échange d'une reconnaissance diplomatique du Somaliland, entité autoproclamée indépendante mais non reconnue internationalement. Cet accord a immédiatement provoqué la colère de la Somalie, qui considère le Somaliland comme une partie intégrante de son territoire.

Sous pression internationale et après des négociations menées en Turquie, l'Éthiopie et la Somalie ont finalement convenu d'enterrer l'accord. Toutefois, cette reculade ne met pas fin aux aspirations maritimes de l'Éthiopie, qui lorgne désormais sur une autre option : le port d'Assab en Érythrée.

L'option érythréenne : une poudrière en formation ?

Historiquement, le port d'Assab a joué un rôle crucial pour l'Éthiopie jusqu'au conflit de 1998, qui a abouti à l'indépendance effective de l'Érythrée. Depuis, Addis-Abeba a été contrainte d'utiliser le port de Djibouti, une dépendance coûteuse qui pèse lourdement sur l'économie du pays.



Ces dernières semaines, plusieurs rapports indiquent une montée des tensions entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Des activités militaires inhabituelles ont été signalées des deux côtés de la frontière, et des rumeurs persistantes font état de rencontres secrètes entre le régime érythréen et des officiers du Front de libération du Tigré (TPLF), ancien ennemi d'Addis-Abeba.

Dans le même temps, des campagnes sur les réseaux sociaux diffusent le message selon lequel « Assab appartient à l'Éthiopie », renforçant les craintes d'une revendication territoriale qui pourrait déboucher sur une confrontation militaire.

Les Afars pris en étau

Les populations Afars, présentes des deux côtés de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie, se retrouvent au cœur des tensions grandissantes. Historiquement marginalisées et souvent ignorées dans les décisions politiques majeures, elles redoutent d'être les premières victimes d'un conflit potentiel entre les deux pays. Les forces de sécurité éthiopiennes ont intensifié leur présence dans les régions frontalières, et des affrontements sporadiques entre communautés ont déjà été signalés.

Vers une escalade militaire ?

L'analyse des développements récents pousse de nombreux observateurs à redouter une escalade militaire imminente. La fin de l'accord avec le Somaliland signifie que l'Éthiopie n'a pas résolu son besoin d'un accès maritime, et Assab reste l'option la plus viable stratégiquement. L'Érythrée, dirigée d'une main de fer par Isaias Afewerki, ne semble pas prête à céder son territoire sans réagir, et les tensions entre les deux voisins n'ont jamais véritablement disparu depuis la guerre de 1998-2000. Dans ce climat d'incertitude, la communauté internationale suit de près l'évolution de la situation. Une confrontation ouverte entre l'Éthiopie et l'Érythrée aurait des répercussions dévastatrices non seulement pour les deux pays, mais aussi pour toute la région de la Corne de l'Afrique, déjà fragilisée par des conflits internes et des crises humanitaires récurrentes. Reste à savoir si la diplomatie pourra prévaloir sur les ambitions stratégiques et les tensions historiques.

Manifestation à Bruxelles contre le massacre de Siyaru : appel à la justice internationale



Dans un message adressé aux autorités turques et françaises, les organisateurs ont exigé une vigilance accrue et une prise de distance face aux actes perpétrés par le régime en place à Djibouti. Ils ont dénoncé l'inaction des puissances internationales et réclamé des sanctions à l'encontre des responsables.

Cette manifestation illustre la mobilisation croissante contre les violences commises à Siyaru et témoigne de la détermination des citoyens à obtenir justice pour les victimes. Les participants espèrent désormais que leur appel sera entendu et suivi d'actions concrètes sur la scène diplomatique.

Bruxelles a été le théâtre d'une importante mobilisation le samedi 22 février passé. Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade de Turquie pour dénoncer le massacre de Siyaru, qualifié par les protestataires de crime de guerre.

Le cortège, composé de militants des droits humains, de membres de la diaspora et de citoyens engagés, a ensuite pris la direction de l'ambassade de France. Tout au long du parcours, les manifestants ont brandi des pancartes et scandé des slogans appelant la communauté internationale à réagir face à cette tuerie de masse.

La Turquie a été particulièrement ciblée en raison de son rôle dans cette tragédie : Ankara a fourni à Djibouti des drones armés, qui ont été utilisés pour frapper les habitants de Siyaru, en violation des clauses du contrat stipulant qu'ils ne devaient pas être employés contre des civils. De son côté, la France est accusée d'être le principal soutien du régime djiboutien, malgré les exactions commises contre la population.



Appel à l'extradition de M. Houmad Sofahan : entre enjeux juridiques et tensions ethniques à Djibouti

Un plaidoyer a récemment été émis, sur les réseaux sociaux, sollicitant l'extradition de M. Houmad Sofahan, citoyen djiboutien actuellement détenu en Turquie, vers son pays d'origine. Cette requête met en lumière des questions complexes mêlant coopération judiciaire internationale et dynamiques internes propres à Djibouti.

Contexte juridique de la demande d'extradition en Turquie

La Turquie est signataire de conventions internationales encadrant les procédures d'extradition et de transfèrement des détenus. Notamment, la Convention européenne d'extradition de 1957, ratifiée par la Turquie, et la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées de 1983 du Conseil de l'Europe, permettent aux détenus de purger leur peine dans leur pays d'origine sous certaines conditions. De plus, la Turquie a conclu divers accords bilatéraux en matière d'extradition, renforçant ainsi sa coopération judiciaire avec de nombreux États.

Dans ce cadre, et parallèlement, la Turquie peut légitimement répondre favorablement à une demande d'extradition émanant de Djibouti, dès lors que les conditions légales sont remplies. La coopération judiciaire entre États repose sur le principe de réciprocité et sur la volonté commune de lutter contre l'impunité et d'assurer l'exécution des décisions judiciaires.

Enjeux liés aux droits de l'homme et à la réinsertion sociale

L'un des principes fondamentaux du transfèrement des personnes condamnées est de leur permettre d'exécuter leur peine dans un environnement culturel et social favorisant leur réhabilitation et leur réinsertion future. En tant que citoyen djiboutien, M. Houmad Sofahan bénéficierait d'un encadrement mieux adapté à sa langue, sa culture et son environnement familial s'il purgeait sa peine à Djibouti. Ce transfèrement respecterait pleinement les droits fondamentaux du détenu, tels que prévus par les conventions internationales et les engagements pris par la Turquie.

Analyse politique : inertie gouvernementale de Djibouti et tensions ethniques

Cependant, au-delà des aspects juridiques, cette affaire révèle des dimensions politiques sensibles. Le manque d'initiative du gouvernement djiboutien pour faciliter le retour de M. Houmad Sofahan peut être attribué à plusieurs facteurs :

- **Diplomatie élitiste** : La diplomatie djiboutienne est souvent perçue comme servant les intérêts de l'élite au détriment de ceux du peuple. Cette orientation pourrait expliquer le manque d'efforts pour rapatrier des citoyens ordinaires comme M. Houmad Sofahan.
- **Discriminations ethniques** : M. Houmad Sofahan appartient à la communauté Afar, une ethnie qui a historiquement souffert de marginalisation à Djibouti. Bien que le ministre sortant des Affaires étrangères Mahmoud Ali youssouf soit Afar, aucun effort diplomatique en ce sens n'a été entrepris. Cela réaffirme la position du système politique djiboutien accusé de persécuter cette communauté.



Le massacre d'Arhiba en 1991, où des civils afars ont été tués par les forces de sécurité, en est un exemple tragique. Cette dynamique pourrait expliquer la réticence des autorités à faciliter le retour de M. Houmad Sofahan. Ces éléments soulignent la nécessité d'une action concertée pour assurer que tous les citoyens djiboutiens, indépendamment de leur origine ethnique ou de leur statut social, bénéficient d'une protection égale et du soutien de leur gouvernement.

L'affaire de M. Houmad Sofahan met en exergue les défis auxquels Djibouti est confronté en matière de justice et de cohésion sociale. Au-delà des procédures d'extradition, elle interroge sur la capacité du pays à surmonter ses divisions internes et à garantir une égalité de traitement pour tous ses citoyens. La réponse des autorités djiboutiennes à cette demande d'extradition sera scrutée de près, tant au niveau national qu'international, comme un indicateur de leur engagement envers la justice et l'inclusion sociale.

La Bataille d'Adoua et le rôle des Afars : Un tournant décisif pour l'Éthiopie et l'Afrique

La bataille d'Adoua, commémorée chaque 2 mars en Éthiopie, a eu un impact mondial et a stoppé les ambitions coloniales italiennes. Elle a également permis au roi Ménélik II de marquer l'Histoire.

La bataille d'Adoua, qui se déroula le 1er mars 1896, est l'une des confrontations les plus significatives de l'histoire moderne de l'Éthiopie et de l'Afrique en général. Elle marque une victoire décisive des forces éthiopiennes sur l'armée italienne et permet à l'Éthiopie de préserver son indépendance face à l'invasion coloniale européenne. Cependant, derrière ce triomphe national se cache un aspect moins souvent évoqué, celui du rôle crucial joué par les Afars, un groupe ethnique du nord-est de l'Éthiopie, dans le succès de la bataille.

L'invasion italienne et la montée des tensions

À la fin du XIXe siècle, les puissances européennes se partageaient les territoires africains dans le cadre de la "course à l'Afrique", un processus où le colonialisme atteignait de nouveaux sommets. L'Italie, encore jeune et récemment unifiée, cherchait à asseoir son pouvoir en Afrique de l'Est, notamment en Éthiopie, dernier bastion d'indépendance du continent.

Après l'échec des négociations avec le gouvernement éthiopien concernant le traité d'Uccialli en 1889, que les Italiens avaient mal interprété comme un accord de protectorat, les tensions s'intensifièrent, menant à un conflit ouvert. En 1895, l'armée italienne, bien équipée mais mal préparée, lança une offensive contre l'Empire éthiopien. Le 1er mars 1896, 100 000 Éthiopiens répondirent à l'appel de leur empereur, Ménélik II.

Grâce au soutien militaire britannique, ils infligèrent une défaite écrasante à une armée italienne de 18 000 hommes, dont 10 000 Européens, près de la ville d'Adoua. Ce désastre fit 6 000 victimes européennes, 1 500 blessés et 1 800 prisonniers. Cette défaite marqua une humiliation pour l'Italie, qui ressortit profondément affectée de cette expédition coloniale entamée quinze ans plus tôt.

Le rôle stratégique des Afars dans la guerre

Les Afars, un peuple nomade vivant principalement dans les régions du Nord-Est de l'Éthiopie, dans le sud de l'Érythrée, et du Djibouti actuel, ont joué un rôle déterminant lors de cette guerre. Bien que souvent réduits à un rôle périphérique dans les récits historiques traditionnels, leur participation à la bataille d'Adoua mérite une reconnaissance particulière. Ce peuple, connu pour sa résistance farouche et son adaptation aux terrains difficiles, a apporté une aide précieuse aux forces éthiopiennes.

Les Afars ont fourni des renseignements stratégiques vitaux, guidant les troupes éthiopiennes à travers les montagnes escarpées du Tigré et leur permettant d'éviter les embuscades italiennes. Leur connaissance du terrain et leur expertise en matière de combat de guérilla furent essentielles pour déstabiliser l'armée italienne, qui se retrouvait souvent désorientée dans un environnement géographique et climatique très hostile.

De plus, les Afars ont fourni des forces de soutien cruciales, en particulier des troupes montées, qui se sont distinguées dans les attaques rapides et les manœuvres autour des positions italiennes. Ces unités montées ont joué un rôle clé dans l'encerclement des forces italiennes et la neutralisation de leurs lignes de ravitaillement.



Leur mobilité et leur rapidité ont permis à l'armée éthiopienne de mener des attaques surprises et de déstabiliser l'ennemi.

Le leadership de Ménélik II et la coordination avec les Afars

L'Empereur Ménélik II, le chef de guerre visionnaire de l'Éthiopie, comprenait l'importance de l'unité nationale pour repousser l'occupation étrangère. Dans ce cadre, il a su mobiliser non seulement les forces armées régulières, mais aussi les groupes ethniques comme les Afars, qui ont traditionnellement maintenu une certaine autonomie dans leurs régions. Ménélik II a su tisser des alliances avec ces groupes, leur offrant des garanties de sécurité et de reconnaissance en échange de leur soutien.

Sous sa direction, les forces éthiopiennes se sont organisées de manière à tirer parti des diverses compétences militaires des différentes régions. Ménélik II savait que pour remporter cette bataille, il devait créer une coalition forte et solidaire, et cela incluait l'intégration des Afars dans les rangs de ses armées. Cette stratégie s'est avérée efficace, car la cohésion entre les différents peuples éthiopiens fut un facteur clé de la victoire.

La victoire d'Adoua fut un moment historique non seulement pour l'Éthiopie, mais aussi pour l'ensemble du continent africain. Elle représenta un symbole de résistance face aux ambitions coloniales européennes.